

Conférence de Kampala sur la Convention sur les armes à sous-munitions
Kampala, Ouganda
29-30 septembre 2008

Le Plan d'Action de Kampala

Les représentants des 42 Etats africains¹ réunis à Kampala, Ouganda, les 29 et 30 septembre 2008 pour la Conférence régionale de Kampala sur la Convention sur les armes à sous-munitions, expriment leur soutien aux actions suivantes :

- La Convention sur les armes à sous-munitions doit être signée par tous les représentants des Etats africains à la Conférence de signature d'Oslo les 2-4 décembre 2008, afin de montrer l'engagement fort du continent pour l'éradication des armes à sous-munitions
- Avant la conférence de signature d'Oslo, tous les Etats Africains doivent déclarer publiquement leur intention de signer la Convention à Oslo les 3-4 décembre 2008.
- Les Etats/ Gouvernements africains doivent prendre toutes les mesures nécessaires afin de ratifier la Convention dès que possible.
- Des mesures intérimaires doivent être prises dès maintenant pour s'assurer de la mise en œuvre efficace de la Convention sur les armes à sous-munitions, et notamment, lorsque c'est pertinent, entreprendre un inventaire des armes à sous-munitions stockées et la préparation d'un plan pour leur destruction.
- Les zones affectées par la présence avérée ou supposée de restes d'armes à sous-munitions doivent être recensées dès maintenant et les plans de dépollution préparés. Les données sur les victimes d'armes à sous-munitions doivent être collectées, et les plans existants d'assistance révisés pour s'assurer d'y inclure tous les survivants d'accidents causés par les armes à sous-munitions.
- Afin d'assurer la sensibilisation du public et le soutien à la Convention sur les armes à sous-munitions, il est important de travailler ensemble avec les représentants de la société civile tel que la Coalition internationale contre les bombes a sous-munitions (CMC), d'autres organisations non-gouvernementales, les agences internationales comme le Comité International de la Croix-Rouge, les agences des Nations Unies, les medias et d'autres acteurs.

¹ Angola, Afrique du Sud, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, République Centre Africaine, Comores, République du Congo, République Démocratique du Congo, Cote d'Ivoire, Djibouti, L'Érythrée, La Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sao Tome and Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.